

De notre envoyée spéciale
sur les côtes atlantiques Florence Saugues

Sur le front de mer de Soulac, le sable a envahi les rues. Il recouvre la chaussée comme la neige le ferait en montagne. À certains endroits, il s'est amoncelé en congères d'une soixantaine de centimètres de hauteur. La tempête Pedro a sévi. Là où l'immeuble le Signal se dressait, une dune douce, d'où jaillissent des herbes folles. Au sud de la ville, près du camping des Sables d'argent, des tractopelles sont à la manœuvre pour réensabler et redessiner les dunes. Plus au sud encore, des arbres déracinés de la pinède jonchent la plage, échoués comme les victimes d'un naufrage. Soulac-sur-Mer est

tristement connu pour les stigmates que lui inflige l'érosion des reliefs. Cette commune de Gironde cumule tous les symptômes du recul du trait de côte.

Sur les bords de l'Atlantique, les mouvements de l'océan et du vent peuvent modifier les contours du littoral. « Il y a des milliers d'années, les fleuves ont déposé des sédiments le long du littoral, formant une vaste plaine sableuse, explique Nicolas Bernon, ingénieur risques naturels de l'Observatoire de la côte Nouvelle-Aquitaine-BRGM. Le trait de côte était 7 kilomètres plus au large. Aujourd'hui, les fleuves ne charrient plus de sable, et l'océan gagne du terrain, la houle, les courants, les intempéries. » Des phénomènes accentués en période de réchauffement climatique. Comme le gros temps, les grandes marées surviennent à des fréquences rapprochées. Synonymes de vagues spectaculaires, elles entraînent des débordements et sont susceptibles de ralentir l'écoulement des eaux des fleuves. Enfin, lorsque les températures s'élèvent, l'océan se dilate. Cet effet, combiné avec la fonte des glaciers et de la calotte glaciaire, entraîne une élévation du niveau de la mer. Et donc l'érosion côtière s'accélère. En moyenne, elle est estimée à 2,5 mètres par an en Gironde et 1,7 mètre dans les Landes. « En revanche, lors de grosses tempêtes, le recul peut atteindre 25 mètres d'un

coup, ajoute l'ingénieur. C'est ce qui s'est passé à Biscarrosse. »

Dans la nuit du 31 janvier au 1^{er} février, plus de 20 mètres de la promenade de la station balnéaire landaise se sont effondrés. Quelques jours plus tard, on ne voit toujours pas de surfeur à l'eau ni de promeneur sur les plages, interdites. Évacué, le Grand Hôtel a été fermé provisoirement, même si, protégé par les rochers entassés en contrebas, il n'a pas subi de dégâts. Cependant, sa terrasse est interdite par un arrêté municipal pour péril imminent depuis le 21 juin 2019. À quelques dizaines de mètres, deux maisons jumelles ont leurs portes et volets clos. Il n'y a plus âme qui vive à l'intérieur. L'enrochement sous les bâtisses ne tient plus qu'à un fil. Les propriétaires ne peuvent plus profiter de leur bien et encore moins le vendre, malgré la vue imprenable sur la mer. Sur la côte aquitaine, l'explosion du tourisme balnéaire depuis six décennies a fait passer les zones littorales « du vide au trop-plein, explique le site de l'Office national des forêts (ONF), les constructions s'approchant au plus près de la mer, devenue le siège d'une économie florissante et l'objet d'une demande sociétale forte ». Mais l'érosion n'obéit pas à des règles économiques. Selon l'Observatoire de la côte Nouvelle-Aquitaine, 160 logements seraient menacés les prochains hivers en raison de tempêtes ou de mouvements de falaise.

Au cap Ferret, Benoît Bartherotte ne se résigne pas. Il a mis toute sa fortune dans une digue, méli-mélo de roches, de poteaux et de blocs de béton

Benoît Bartherotte dans sa « cabane » du cap Ferret. Il a investi sa fortune dans la construction d'une digue pour protéger le littoral. Le 20 février, Yoan Godichaud, ostréiculteur, et Isabel Madrid, présidente de l'Association des propriétaires de cabanes de la côte ouest du bassin d'Arcachon, se mobilisent pour préserver leur cadre de vie. Le 21 février, à Lège-Cap-Ferret.





Sur la côte atlantique, la mer grignote inexorablement notre littoral. De Soulac à Capbreton, rencontre avec ceux qui vivent en première ligne

LA GRANDE ÉROSION

Face aux éléments déchaînés, Biscarrosse a aujourd'hui la fragilité d'un château de sable. Un spectacle dantesque qu'on pensait réservé à des contrées lointaines. Pourtant, sous l'effet du réchauffement climatique et de son cortège d'épisodes météorologiques de plus en plus extrêmes, près de 6 000 habitations sont menacées de disparition sur la façade aquitaine d'ici à 2050. Dans ce laboratoire à ciel ouvert de la désagrégation côtière, certains choisissent de résister contre vents et marées, quand d'autres préfèrent anticiper, s'adapter... et parfois laisser la mer reprendre ses droits. Le prix à payer pour ne pas être brutalement rayé de la carte.

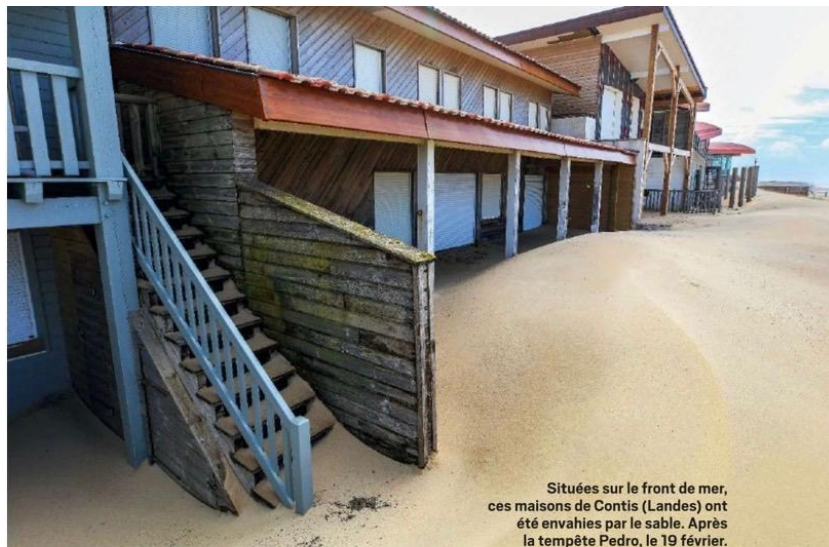
PHOTOS PHILIPPE BOURSEILLER / REPORTAGE FLORENCE SAUGUES



Depuis le XIX^e siècle, un cordon dunaire a été érigé le long des côtes atlantiques pour éviter l'engloutissement des villages. Aujourd'hui, les techniciens de l'ONF sont chargés de l'entretenir, en collaboration avec les mairies. Si les pieds de dune sont entamés, il faut les réensabler. Pour capturer le sable et éviter que le vent ne l'éparpille à l'intérieur des terres, des brise-vent, barrières en bois, sont installés. «Nous réalisons des travaux de génie écologique, explique Delphine Boulet, responsable du pôle littoral risques naturels. D'abord, en faisant une couverture végétale avec des branches de genêt, de pin ou d'arbusier. Ensuite, par la plantation d'oyats, aux rhizomes longs et collants.»

Certaines communes innovent aussi, comme à Capbreton – où un blockhaus a basculé dans l'eau, sur la plage de Santocha, preuve que le trait de côte s'est rétréci de 150 mètres depuis les années 1950. Pour préserver le front de mer, la ville a installé en 2008 un «by-pass», procédé unique en Europe. Le principe: aspirer du sable avec des canalisations souterraines sur les plages où il y en a trop pour le recracher sur celles qui n'en ont pas assez. «Chaque année, en avril et en mai, 25 000 à 30 000 mètres cubes sont déplacés de la plage Notre-Dame, au nord, vers celles, au sud, de la Centrale jusqu'à Santocha», explique Cyrille Gayer, chargé de mission «stratégie de la bande côtière». L'investissement, qui s'élève à 4 millions d'euros, est soutenu par la Région Aquitaine. «Le fonctionnement coûte entre 250 000 et 300 000 euros hors taxe par an», précise Cyrille Gayer. Depuis 2015, la mairie a défini sa stratégie en deux phases pour entretenir et rénover. «Le budget de la deuxième, celle de 2023-2027, est de 13 millions, et 12,6 ont déjà été engagés», explique Jean-Claude Ollivier, adjoint au maire chargé de l'urbanisme et du littoral. Créer des remparts de roches ou de sable devant la mer, construire des digues, répartir le sable... permet de s'adapter à court terme. Mais chaque année il faut recommencer. D'ici à la fin du siècle, les scientifiques s'accordent pour une solution radicale: reculer! Ce qui implique d'abattre des maisons, des immeubles, des commerces au bord de l'océan pour les reconstruire à l'intérieur des terres.

Au cap Ferret, une poignée d'irréductibles résistent. En première ligne, une figure, Benoît Bartherotte. À 79 ans, ce propriétaire



Situées sur le front de mer, ces maisons de Contis (Landes) ont été envahies par le sable. Après la tempête Pedro, le 19 février.

d'un domaine de 5 hectares au bout du cap, ancien dirigeant d'une maison de haute couture, engloutit depuis quarante ans sa fortune dans la construction et la consolidation d'une digue. Tout commence en 1985, quand les eaux menacent de détruire sa cabane en bois. «Tout le monde décampait à l'époque», raconte Benoît. Lui ne se résigne pas. Il veut garder son coin de paradis; enfant, il jouait les Robinson. «Je vivais dans un palais près de l'Élysée. Je me déplaçais en Rolls avec chauffeur, raconte-t-il. En trois mois, j'ai tout quitté.» Pour construire, à ses frais, une muraille de pierres de 487 mètres de longueur, 4 mètres de hauteur. Un chantier titanesque. Le combat d'une vie. Il compose la structure d'un méli-mélo d'anciens poteaux électriques, y déverse des roches et des éléments en béton. Coût: 8 à 10 millions de francs à l'époque. «La digue coupe l'érosion à gauche en détournant le courant, explique-t-il, et capte le sable à droite: elle crée un double effet.» Chaque jour, il observe, colmate les brèches à coups de pelleuse chez lui et sur les plages voisines. Selon ses calculs, il charrie 200 000 mètres cubes par an depuis 1985, «soit une montagne peut-être plus haute que la dune du Pilat». En novembre et décembre 2025, il a dû renforcer la digue avec «le chargement en matériaux de 240 camions pour une somme de 200 000 euros».

Le maire de Lège-Cap-Ferret, Philippe de Gonneville, reconnaît l'utilité du bouclier: «La digue de Bartherotte est importante pour stabiliser le recul et pour préserver les habitations des riverains des 44 hectares [la

zone située au bout de la pointe].» Benoît Bartherotte s'est aussi allié avec l'Association des riverains des 44 hectares et celle des propriétaires de cabanes de la presqu'île (Asynpro), qui regroupe 63 ostréiculteurs dans 9 villages. «Pour développer l'ostréiculture, sous Napoléon III, les villages ont eu l'autorisation de gagner sur la mer grâce aux perrés en bois», explique Isabel Madrid, la présidente de l'Asynpro. Sa maison est située au Four, sur un quai. Autour, des miniremparts érigés avec du sable fourni par la mairie. Elle montre la cabane de son voisin, rehaussée grâce à des briques. «Nous sommes sujets aux submersions marines, explique-t-elle, mais nous nous adaptons.»

Dans le village du Phare, Yoan Godichaud n'a pas non plus l'intention de reculer. «Laissez-nous préserver cet endroit comme les anciens l'ont fait pendant des générations, clame l'ostréiculteur. Nous y élevons nos enfants et nous créons toute une économie.» Pour se prémunir des courants, les ostréiculteurs du Mimbeau, une des zones les plus productives du bassin d'Arcachon, ont construit une digue longue de 1,8 kilomètre et de 15 à 25 mètres de profondeur, fragilisée faute d'entretien depuis trente ans. Un arrêté préfectoral vient d'autoriser le rehaussement de son sommet. «L'objectif est d'atteindre une hauteur de 80 centimètres afin de protéger les parcs à huitres, et les habitations qui se trouvent derrière», dit Yoan. Après le passage de la tempête, le chaos a succédé au chaos. Une marée est prévue en novembre et des tempêtes n'est pas é

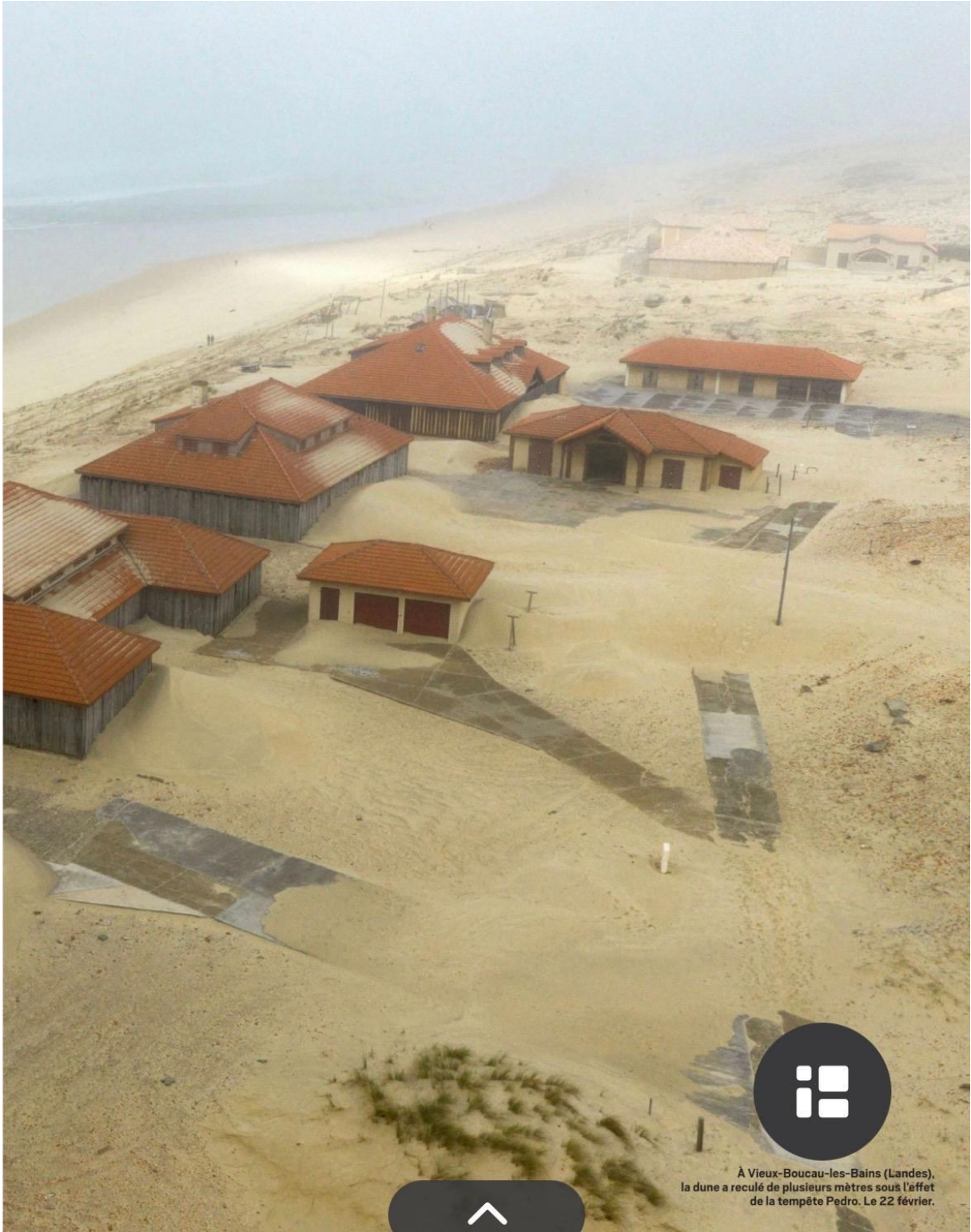
Pour les scientifiques, d'ici à la fin du siècle, il n'y aura plus qu'une seule solution: reculer!



Sous le sable, ce complexe de vacances ressemble déjà à une cité engloutie

Une journée de bourrasques a suffi à transformer ce décor de carte postale en paysage apocalyptique. Les risques d'érosion ayant longtemps été sous-estimés, les prix de l'immobilier n'ont cessé de flamber en bord de mer en France. Mais l'intensification des intempéries rebat les cartes. Quand la menace climatique est officiellement identifiée et le sinistre jugé inévitable, la dépréciation d'un bien « les pieds dans l'eau » est certaine. N'étant pas considéré comme un péril imprévisible et soudain, le recul du trait de côte est exclu du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles. Pour réparer les dégâts ou repartir de zéro, les propriétaires ne peuvent souvent compter que sur eux-mêmes.





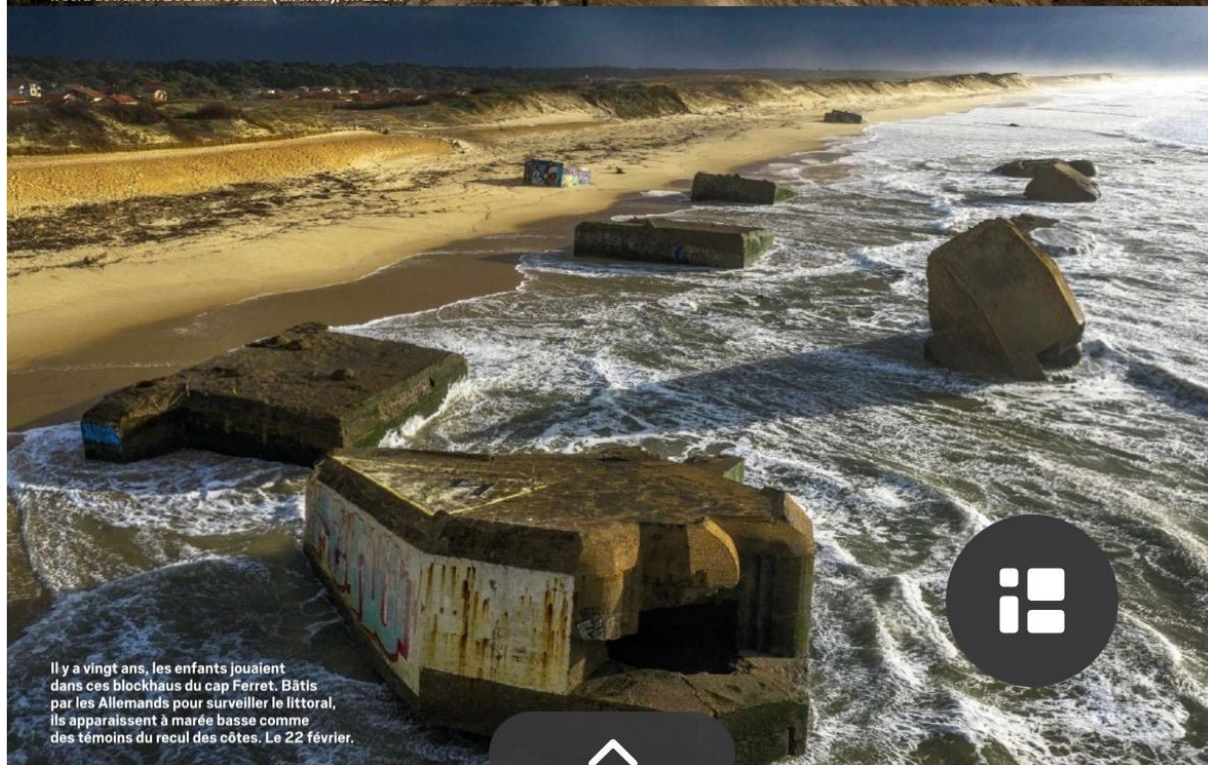
À Vieux-Boucau-les-Bains (Landes), la dune a reculé de plusieurs mètres sous l'effet de la tempête Pedro. Le 22 février.





Pins emportés, blockhaus submergés, le mur de l'Atlantique n'est plus un rempart face aux éléments

Dans les années 1970, le Signal trônait à 200 mètres de la mer. Quarante ans plus tard, les vagues léchaient les pieds de l'édifice. Il sera détruit en 2023. À Soulac (Gironde), en 2014.



Il y a vingt ans, les enfants jouaient dans ces blockhaus du cap Ferret. Bâti par les Allemands pour surveiller le littoral, ils apparaissent à marée basse comme des témoins du recul des côtes. Le 22 février.



Une pinède en première ligne.
Avant la tempête, cette forêt se trouvait derrière
les dunes. Désormais, elle a la mer à ses pieds.
L'eau salée tue les arbres avant même
qu'ils ne s'effondrent. À Soulac, le 20 février.



Un travail de Sisyphe. Habituellement lancées
en mai-juin, les campagnes de réensablement se font
désormais au coup par coup, après chaque tempête.
À Soulac, le 20 février.

